

# Le Bulletin

## DU BUREAU DE L'ADMINISTRATEUR

Une publication semestrielle  
à l'attention des Gouverneurs du Groupe  
EDS13\*  
Administrateur : Mohamed Sikieh KAYAD

Numéro 10 – avril 2016

GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE • RÉUNIONS DE PRINTEMPS 2016

### Sommaire

Mot de l'Administrateur	1
Réunions de printemps 2016 – Thèmes à l'ordre du jour du Comité de Développement	2
Déplacement forcé et développement	2
Regard vers le futur	2
Formule dynamique (en matière de revue de l'actionnariat de la Banque) – Rapport intérimaire aux Gouverneurs	2
Rapport d'étape sur la dissémination de la gestion du risque de désastre dans les opérations du Groupe de la Banque mondiale	4
Ouverture des négociations pour la reconstitution des ressources au titre de l'IDA18	2
Visite de Mme Catherine SAMBA-PANZA, Présidente du Gouvernement de Transition de la République Centrafricaine dans le cadre du Forum sur la fragilité	3
Voyage des Administrateurs au Sénégal, en Mauritanie et en RDC	4
Consultations sur les mesures de sauvegarde de la Banque	5
Dossier : Repositionnement stratégique de l'IDA pour mieux répondre aux défis de l'agenda 2030	5

\* Le groupe EDS13 comprend :

le Bénin	Djibouti
le Burkina Faso	le Gabon
le Cameroun	la Guinée
Cabo Verde	la Guinée-Bissau
la République Centrafricaine	la Guinée Equatoriale
le Tchad	Madagascar
les Comores	le Mali
la République du Congo	la Mauritanie
la République Démocratique du Congo	l'Ile Maurice
la Côte-d'Ivoire	le Niger
	Sao Tome & Principe
	le Sénégal
	le Togo

### Mot de l'Administrateur

Mesdames, Messieurs les Gouverneurs,

J'ai l'honneur et le plaisir de vous adresser une chaleureuse bienvenue aux Réunions de printemps 2016 qui se tiennent à Washington, DC, du 15 au 17 avril 2016.

Depuis notre dernière rencontre à Lima, les faits qui ont le plus marqué la vie du Bureau et de la Banque ont indéniablement été la revue à mi-parcours de l'IDA17 et l'ouverture des négociations pour la reconstitution des ressources au titre de l'IDA18. La revue à mi-parcours de l'IDA17 qui s'est déroulée à Dakar du 18 au 20 novembre 2015 a été l'occasion pour les représentants des pays donateurs et des pays récipiendaires de constater que la mise en œuvre de l'IDA17 est satisfaisante et conforme aux orientations définies. A cette occasion, les propositions de réformes de l'IDA faites par les groupes de travail sur la gouvernance, sur la vision à long terme et sur l'impact sur le développement ont été entérinées par les plénipotentiaires. La première réunion de négociations pour la reconstitution des ressources au titre de l'IDA18, qui s'est déroulée à Paris les 14 et 15 mars 2016, avait pour but de définir les orientations stratégiques de l'IDA18, la politique d'émancipation vis-à-vis des ressources de l'IDA pour les pays récipiendaires ayant atteint un niveau satisfaisant de progrès économique, et l'adoption des propositions de réformes financières de l'IDA entérinées lors de la revue à mi-parcours à Dakar. Ces réunions ont consacré le coup d'envoi d'une véritable transformation de l'IDA destinée à améliorer la gouvernance de l'institution et à assurer sa viabilité financière à moyen et long termes. Pour plus de détails, je vous invite à vous référer à l'article et au dossier que nous avons consacré à l'IDA dans le présent numéro.

En ce qui concerne le thème principal de la réunion du Comité de développement prévue le 16 avril 2016, à savoir « Déplacement forcé et développement », il résulte du constat que les déplacements massifs des populations nés des conflits armés à travers le monde constituent une véritable menace non seulement pour la paix et l'équilibre mondial, mais aussi pour la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD) et des objectifs d'éradication de l'extrême pauvreté et du partage de la prospérité poursuivis par le Groupe de la Banque mondiale. A ce titre, des solutions idoines, rapides et concertées doivent être recherchées. Cependant, nous pensons, en particulier, que ces réponses devraient être globales et intégrer la situation de tous les pays fragiles. Elles devraient conduire au renforcement des soutiens à ces pays, afin de réduire tous les genres d'exode préoccupant et éradiquer les fondements économiques et sociaux des conflits armés. Trois autres dossiers seront en toile de fond des discussions du Comité, à savoir les Rapports d'étape sur le regard vers le futur, qui identifie les nouveaux défis auxquels la Banque mondiale est confrontée, la revue de l'actionnariat de la Banque et l'intégration de la gestion des risques de catastrophe naturelle dans les opérations de la Banque.

Comme à l'accoutumée, vous trouverez une introduction à tous ces sujets dans ce numéro ainsi qu'une présentation détaillée dans les dossiers préparés à votre attention par le Bureau. Le programme détaillé des différents événements est également inclus dans votre dossier.

Bon séjour à Washington DC. .



Mohamed Sikieh Kayad

## Réunions de printemps 2016 – Thèmes à l'ordre du jour du Comité de Développement

### Déplacement forcé et développement

Les événements récents ont attiré l'attention de la communauté internationale sur une crise qui se profilait depuis longtemps – le déplacement forcé. Le sort des personnes forcées au déplacement pose des défis importants à l'atteinte des Objectifs du développement du millénaire (ODD) et aux objectifs du Groupe de la Banque mondiale en ce qui concerne l'éradication de l'extrême pauvreté et la promotion du partage de la prospérité. Il y a donc un besoin urgent de solutions cohérentes à moyen et long termes.

Le document traitant de ce sujet a été préparé sur la base d'un exercice de vision prospective institutionnelle évaluant les principales forces qui influencent l'agenda du développement international et leur impact sur les besoins et les demandes des clients du Groupe de la Banque mondiale. En effet, les principales tendances identifiées dans cette vision prospective, à savoir les changements démographiques et climatiques, l'urbanisation rapide et l'évolution de la connectivité, sont susceptibles d'avoir un impact sur l'évolution des déplacements forcés dans le futur. Le document met en exergue certains aspects du rôle potentiel du Groupe de la Banque mondiale en réponse aux crises en cours, qui font partie d'un partenariat plus large avec les autres institutions de développement et les acteurs de la diplomatie, du maintien de la paix et des interventions humanitaires.

### Regard vers le futur

Depuis plus de 60 ans, le Groupe de la Banque mondiale travaille avec les gouvernements et le secteur privé dans les pays en développement pour réduire la pauvreté et promouvoir la prospérité. La communauté internationale s'est maintenant mise d'accord sur des Objectifs de développement durable (ODD) ambitieux et de grande portée qui doivent être atteints à l'horizon 2030.

La Banque est en train d'examiner les options pour renforcer sa capacité à répondre

## Ouverture des négociations au titre de l'IDA18

Les 14 et 15 mars 2016, se sont ouvertes à Paris les négociations entre pays donateurs et pays récipiendaires pour la 18ème reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement (IDA). L'IDA17 en cours d'exécution arrive à échéance à fin juin 2017. Comme il est de coutume chaque trois ans, les représentants des bailleurs de fonds de l'IDA et ceux des utilisateurs de ces fonds se retrouvent dans une série de quatre rencontres annuelles pour déterminer les conditions, les priorités et les montants des ressources nécessaires, et prendre des engagements pour le cycle suivant de l'IDA, le 18ème cette fois-ci. Le but de cette première réunion à Paris était de déterminer les orientations stratégiques et les secteurs prioritaires sur lesquels l'accent sera mis dans l'IDA18.

Cette réunion a également consacré la mise en œuvre d'un certain nombre de décisions prises au cours de la revue à mi-parcours de l'IDA17 qui s'est déroulée à Dakar du 18 au 20 novembre 2015, notamment en ce qui concerne la gouvernance de l'IDA et sa viabilité à long terme.

La deuxième réunion aura lieu en juin 2016 à Rangoun au Myanmar du 20 au 22 juin 2016 et les troisième et quatrième réunions auront lieu respectivement en octobre et décembre 2016 dans les pays qui seront déterminés ultérieurement. Le dossier de la présente édition du Bulletin traite en profondeur des innovations introduites dans le fonctionnement de l'IDA et de ses perspectives d'avenir.



Une vue de la première réunion de négociation au titre de l'IDA18 à Paris les 14 et 15 mars 2016.

à l'agenda de 2030 pour le développement durable. Le rapport d'étape adressé au Gouverneurs est préparé en collaboration étroite avec le Conseil d'administration pour montrer comment le Groupe de la Banque mondiale demeure un instrument approprié pour l'agenda de 2030 et les dispositions prises pour demeurer à la hauteur de cet agenda.

### Formule dynamique (en matière de revue de l'actionnariat de la Banque) – Rapport intermédiaire aux Gouverneurs

Au cours des Assemblées Annuelles 2015 tenues à Lima, Pérou, les Administrateurs du Groupe de la Banque mondiale (GBM)

ont pris l'engagement de produire avant les Assemblées annuelles de 2016 une formule dynamique reflétant les directives présentées dans le rapport aux Gouverneurs sur la revue de la répartition du capital du Groupe entre ses pays membres. Le présent rapport intérimaire fait le bilan des travaux en cours sur l'élaboration de cette formule dynamique tenant compte des principes contenus dans le Rapport aux Gouverneurs.

Ces principes indiquent que la formule doit (a) refléter les rôles et les responsabilités des actionnaires de la Banque, (b) être simple et transparent pour une compréhension facile et être acceptable par tous les membres, (c) être basée sur des données déjà disponibles, fiables et de haute qualité, qui intègrent les

## Visite de Mme Catherine SAMBA-PANZA, Présidente du Gouvernement de transition de la République Centrafricaine dans le cadre du Forum sur la fragilité



Mme. SAMBA-PANZA sur le podium du Forum en compagnie du Dr. KIM, Président du Groupe de la Banque mondiale.

La Présidente du Gouvernement de transition de la République Centrafricaine S.E. Catherine SAMBA-PANZA était l'hôte du Forum 2016 de la Banque mondiale sur la fragilité qui s'est déroulé au siège de la Banque à Washington du 1er au 3 mars 2016. L'évènement a mobilisé cette année plus d'une centaine de partenaires au développement et près de 600 participants venus de tous les coins du monde. Comme chaque année, ce forum avait pour but de sensibiliser la communauté internationale sur un des défis les plus importants de notre époque, afin de faire progresser le programme de développement durable dans les parties de notre planète affectées par la fragilité, les conflits et la violence.

L'invitation de la Présidente sortante du Gouvernement de transition de la République Centrafricaine avait dans un tel contexte permis au Forum de recueillir des témoignages sur les efforts qui permettent d'évoluer d'une situation de conflit complexe vers un chemin qui offre des lueurs d'espoir pour une paix et une stabilité durables. Dans les multiples interventions qu'elle a faites durant les trois jours du Forum, Mme Catherine SAMBA-PANZA a décrit le processus suivi par son pays entre la prise en charge des situations d'urgence aussi bien

au plan économique et social que politique avec comme toile de fond l'impératif d'organiser les élections qui devraient permettre de remettre sur les rails le cadre institutionnel et politique pour ramener définitivement la paix, la sécurité et la stabilité. Ayant eu la responsabilité de gérer la sortie d'une des crises les plus sévères que son pays a connu à partir de 2013, Mme SAMBA-PANZA a insisté sur l'importance de la coopération nationale et internationale dans le processus de sortie de crise et de reconstruction des Etats fragiles. Selon elle, un Etat fragile est une source de fragilité pour le monde entier. Rappelons

qu'avec l'aboutissement du processus électoral qui a conduit à l'élection de M. Faustin-Archange TOUADERA comme Président de la République Centrafricaine en février 2016 la transition a officiellement pris fin.

En marge du Forum Mme SAMBA-PANZA a eu des séances de travail notamment avec les responsables du Fonds Monétaire International (FMI) et du Groupe de la Banque mondiale. Ces réunions lui ont permis d'exprimer la gratitude de son pays pour le rôle crucial joué par les Institutions de Bretton-Woods dans les progrès réalisés sur le chemin de la sortie de la crise Centrafricaine. Elle a exploré avec eux les dispositions nécessaires non seulement pour renforcer la paix et la sécurité retrouvées, mais également pour lancer la République Centrafricaine dans la voie d'un développement durable et inclusif.

Avec l'Administrateur Mohammed Sikie KAYAD les différents entretiens ont porté sur le rôle joué par le Bureau dans la liaison avec la Banque qui ont permis d'aboutir aux résultats obtenus et sur la nécessité de rester mobilisé pour un renforcement continu de la coopération entre le Groupe de la Banque mondiale et la République Centrafricaine.



La Présidente du Gouvernement de transition en entretien avec l'Administrateur

grandes tendances économiques en évitant une volatilité excessive, et (d) être prioritairement basée sur le poids économique de chaque pays et la mission de développement du Groupe de la Banque mondiale, incluant le

Produit intérieur brut (PIB) et les contributions à l'IDA. D'autres variables en accord avec ces principes pourraient être considérées.

La revue de l'actionnariat de la Banque sera basée sur cette formule pour permettre

des orientations claires sur les ajustements nécessaires. Les principes ci-dessus ont jusqu'ici guidé les travaux en cours dans le cadre de discussions formelles et informelles ouvertes à tous les Administrateurs sur

## Voyage des Administrateurs au Sénégal, en Mauritanie et en RDC



Audience des Administrateurs de la Banque mondiale avec le Président de la République islamique de Mauritanie.

Du 7 au 18 février 2016, un groupe de neuf Administrateurs du Groupe de la Banque mondiale a séjourné au Sénégal, en Mauritanie et en République Démocratique du Congo (RDC) dans le cadre d'une tournée africaine. Les visites périodiques dans les Etats membres ont pour but de permettre aux Administrateurs d'être au contact des réalités de terrain en matière de développement, afin d'éclairer les débats au niveau du Conseil d'Administration. Au cours de ce séjour, les Administrateurs ont eu de nombreux échanges de vues avec les membres des Gouvernements des pays visités, ainsi qu'avec les représentants du secteur privé et de la Société Civile. Ils ont également effectué de nombreuses visites de chantiers dans le cadre des projets financés par le Groupe de la Banque dans ces pays. Les échanges ont souvent porté sur les problématiques du financement du développement et des actions de la Banque notamment dans les domaines des infrastructures, de la gestion macroéconomique, des réformes structurelles, de l'éducation, de l'inclusion financière, de l'égalité des genres et de l'urbanisation. En dehors de

l'Administrateur KAYAD, les Administrateurs anglais, français, néerlandais, finlandais, chinois, chilien, thaïlandais et allemand faisaient partie du voyage

Au Sénégal, première étape de la tournée (du 7 au 10 février 2016), la délégation des Administrateurs a visité les villes de Dakar, Thiès, Tivaouane, Pire, Saint Louis et Gnith. Les Administrateurs ont été reçus par le Président de la République S.E. Macky SALL et ont eu plusieurs réunions avec les représentants du Ministère de l'Economie, des Finances et de la planification, du Ministère de l'Education, des communautés locales et du secteur privé. Les centres d'intérêt des discussions ont notamment tourné autour du projet du Plan Sénégal Emergent, du financement d'un projet pilote d'école coranique moderne effectué par la Banque mondiale, ainsi que la production agricole, l'énergie, les interventions de la Banque en matière de prévention et de gestion des inondations, les concours de la Société Financière Internationale (SFI) et l'amélioration du climat des affaires.

En Mauritanie, deuxième phase de leur tournée (du 11 au 13 février 2016), les Administrateurs ont visité, en dehors de Nouakchott la capitale, les villes de Rosso et de Wad Naga. Là également, la délégation des Administrateurs a été reçue par le Chef de l'Etat, S.E Mohamed Ould ABDEL AZIZ, avec qui elle a eu des échanges sur les préoccupations du pays en matière de sécurité, de la baisse des cours des matières premières et la nécessité d'améliorer la productivité dans les secteurs de la pêche et de l'élevage en vue de diversifier la base de la production et mieux résister aux chocs liés à la baisse des prix de l'or et du fer. Les Administrateurs ont également eu des discussions avec le Premier Ministre, S.E Yahya Ould HADEMINE, les responsables du Ministère de l'Economie et des Finances, la Société Civile, les communautés locales, le secteur privé, mais également avec le personnel du Bureau local de la Banque. En plus de la diversification, les questions liées à la réforme foncière et au genre comme outils de développement inclusifs ont été abordées.

En RDC, dernière étape de leur séjour (du 15 au 18 février 2016), les Administrateurs ont visité les villes de Kinshasa, Cilu, Inga et Goma. Ils ont été reçus par le Premier Ministre, S.E Matata Ponyo MAPON. Ils ont eu également des échanges avec les représentants des ministères des finances, de l'éducation, des transports, de la santé, le Gouverneur de la Province du Nord Kivu, ainsi que les représentants du secteur privé, de la Société Civile, les représentations diplomatiques et les organisations internationales. La rencontre avec le personnel du Bureau local de la Banque était également au menu du programme de cette visite.

une base égalitaire. Un projet de formule a été mis au point et communiqué à tous les Administrateurs. Le programme de travail se poursuit avec comme objectif d'arriver à un consensus avant les prochaines Assemblées Annuelles.

### Rapport d'Etape sur la dissemination de la gestion du risque de desastre dans les operations du Groupe de la Banque mondiale

Selon ce rapport d'étape, le Groupe de la Banque mondiale a fait des progrès

encourageants sur l'intégration de la gestion des risques de catastrophes aussi bien en termes de volume de prêts que de type d'opérations. L'enveloppe financière liée à la gestion des risques de catastrophes est passée de 3,7 milliards de dollars des E.U au cours de l'année fiscale 2012 à 5,7 milliards

de dollars des E.U au cours de l'année fiscale 2015. Ce progrès représente une augmentation de 9,4% à 12,3% de la part de ces prêts dans le financement total fourni par la Banque. Cette progression résulte aussi bien de la forte demande d'assistance directe des pays clients dans la lutte contre les risques de catastrophe que de la réponse aux besoins d'intégration de cette gestion à certains secteurs, comme par exemple l'agriculture, l'eau, l'énergie et le transport.

## Consultations sur les mesures de sauvegarde de la Banque

La troisième phase des consultations sur la deuxième version de l'avant-projet de cadre environnemental et social de la Banque mondiale a pris fin le 15 mars 2016. Tout au long de cette phase entamée le 4 août 2015, les consultations ont été conduites dans 21 pays à travers le monde. Les avis recueillis seront pris en compte dans la poursuite de l'examen et de la révision des politiques de sauvegarde de la Banque mondiale.

En ce qui concerne les pays de notre groupe, trois sous-groupes régionaux ont été constitués à cet effet. Les réunions de consultation entre la Banque et les autorités nationales se sont déroulées à Madagascar (3 décembre 2015), au Niger (16 décembre 2015) et au Cameroun (8 janvier 2016), en présence des représentants de notre Bureau. Les discussions ont tourné autour de 3 axes à savoir, le cadre proposé par la Banque, la mise en œuvre de ce cadre et le coût de cette mise en œuvre. Il a été notamment proposé que le coût de la mise en œuvre soit pris en charge par la Banque, en particulier pour ce qui concerne l'indemnisation des populations déplacées par les projets et le renforcement des capacités des pays emprunteurs. Il est suggéré également que ces mesures de sauvegarde ne deviennent pas une conditionnalité supplémentaire pour l'accès aux prêts de la Banque

## Dossier

### Repositionnement stratégique de l'IDA pour mieux répondre aux défis de l'agenda 2030

l'adoption par la communauté internationale des Objectifs de développement durable

### Souscriptions au capital de la BIRD

L'augmentation du capital de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) décidée par le Conseil d'administration en 2010 visait un double objectif : (1) Donner plus de voix aux pays en développement à faible revenu pour leur permettre d'avoir une plus grande participation dans le processus de décision du Groupe de la Banque mondiale ; (2) Augmenter la capacité financière de la Banque pour accroître son aptitude à mobiliser les ressources.

Pour atteindre le premier objectif, une augmentation sélective du capital a été décidée pour augmenter la part des pays concernés, dont 20 des 23 pays de notre groupe, dans le capital de la Banque, sans aucune incidence financière pour ces pays. Toutefois, afin que la Banque procède à l'émission des parts au profit de ces pays, ceux-ci doivent, au préalable, accomplir les formalités de souscription en adressant aux services de la Banque un formulaire de souscription et les documents d'accompagnement spécifiés dans la lettre d'appel à souscription. Le délai initial de souscription était fixé à fin mars 2015. A cette date, très peu de pays de notre groupe avaient accompli ces formalités. Aussi, à l'initiative de l'Administrateur, une prorogation a été demandée et accordée pour 1 an ou 2 ans selon les convenances des pays. L'échéance pour ceux qui avaient souhaité une année de prorogation a expiré le 15 mars 2016. Là aussi, vu le nombre très limité de pays ayant respecté cette deuxième échéance, l'Administrateur a de nouveau

introduit une requête et obtenu une nouvelle prorogation de 1 ou 2 ans selon les souhaits des pays.

En ce qui concerne le deuxième objectif poursuivi par la décision de 2010, il est visé par une augmentation générale de capital, ouverte à tous les pays membres, avec une incidence financière, puisque 6% des parts sont appelés. Cependant, les souscripteurs disposent d'un délai de souscription et de paiement du capital appelé dont la date limite était fixée à mars 2016. Le nombre limité de souscription par nos pays a également conduit l'Administrateur à négocier des prorogations de 1 ou 2 ans.

Il convient de signaler que si tous les pays concernés de notre groupe souscrivent à l'augmentation sélective de capital, la part de notre groupe dans le capital de la Banque passerait de 1,91% actuellement, à 2,14%. Ce niveau pourrait baisser au cas où nos pays ne souscrivent pas à l'augmentation générale et que les autres pays y souscrivent. Le seuil minimum normalement requis pour disposer d'un siège au Conseil d'administration de la Banque mondiale est de 2%.

En conséquence, nous réitérons nos encouragements à nos pays pour s'acquitter, au plus tôt, des souscriptions à l'augmentation sélective et à l'augmentation générale de capital de 2010, d'autant plus que les discussions en cours au sein de la Banque s'orientent vers une nouvelle décision d'augmentation de capital qui risque de fragiliser davantage notre présence au Conseil d'administration et le poids de nos pays dans les processus de prise de décision.

(ODD) ainsi que le programme d'action d'Addis-Abeba sur le financement du développement et les accords sur le changement climatique de Paris et de Sendai constituent un changement de paradigme majeur dans l'architecture du développement. Pour contribuer à ces efforts, le Groupe de la Banque mondiale (GBM) a entamé la mise en œuvre de sa nouvelle stratégie dont le double objectif est d'éradiquer l'extrême pauvreté et de promouvoir la prospérité partagée dans le monde à l'horizon 2030.

### L'IDA montre des résultats probants

Selon le système de mesure des résultats de l'IDA, les pays bénéficiaires de l'IDA ont fait des progrès dans la réduction de l'extrême pauvreté et dans la promotion de la prospérité partagée. En moyenne, le produit intérieur brut par habitant des pays IDA est passé de 680 \$ en 2012 à 740 \$ en 2014 (de 469 \$ à 513 \$ pour les pays fragiles et affectés par les conflits). La part de la population vivant avec moins de 1,90 dollar par jour dans les pays IDA a diminué légèrement, passant de 36,5%

en 2010 à 32,9% en 2012. Le revenu moyen pour les 40% des individus au bas de l'échelle des revenus a augmenté plus rapidement que celui de la population totale dans 64% des pays de l'IDA en 2012 (comparé à 62,1% en 2011). Les pays IDA ont également réalisé quelques progrès dans l'amélioration des indicateurs de développement humain, notamment en réduisant le taux de mortalité des moins de 5 ans de 86,58% en 2011 à 80,69% en 2013. Le retard de croissance des enfants — un signe de malnutrition chronique — a également diminué de 38,23% en 2012 à 36,11% en 2013. La santé maternelle ainsi que la scolarisation des filles ont également connu des progrès modestes.

L'IDA a ainsi aidé 188 millions de femmes à recevoir des soins prénataux, permis de vacciner près d'un demi-milliard d'enfants, fournir de l'eau potable à plus de 123 millions de personnes, et prester des services de santé générale, nutritionnelle et reproductive à près de 65 millions de personnes. Le volume annuel des engagements s'est élevé en moyenne à 20 milliards de dollars au cours des trois dernières années, avec 50% de ce montant allant à l'Afrique Subsaharienne. A la fin de la première année de mise en œuvre du dix-septième cycle de l'IDA (IDA17) au 30 juin 2015, les engagements de l'IDA ont atteint 19 milliards de dollars répartis entre 191 nouvelles opérations avec 13% de ce total engagé sous forme de dons.

### **L'IDA se repositionne pour mieux répondre aux enjeux des odd**

Le cycle triennal de l'IDA17, dont la reconstitution avait mobilisé un montant record de 52,1 milliards de dollars en 2013, viendra à terme le 30 juin 2017. Dans le cadre de la reconstitution de ces ressources au titre de l'IDA18, la Banque et les partenaires de l'IDA ont entamé les négociations. La première réunion à cet effet a été tenue à Paris les 14-15 mars 2016. Cette reconstitution serait la première occasion pour les partenaires au développement de formuler des engagements concrets en vue de mobiliser les ressources nécessaires pour assurer le financement de l'ambitieux programme de développement des ODD. Bien qu'insuffisantes, ces ressources seront nécessaires pour catalyser les capitaux et investissements privés nécessaires pour

financer les grands projets d'infrastructures aux plans national et régional.

La reconstitution des ressources au titre de l'IDA18 se déroule à un moment où nombre de pays en développement sont confrontés aux effets d'une baisse prolongée des cours des produits de base, combinée à un contexte économique mondial morose et une faiblesse des flux de capitaux. S'ajoutent à cela les catastrophes naturelles liées aux effets du changement climatique, les situations de conflit et de fragilité diverses entraînant notamment les déplacements forcés de populations. Dans ces conditions, la situation fiscale et le compte courant de ces pays se sont considérablement érodés, entraînant de ce fait un accroissement de leurs besoins en financements extérieurs aussi bien concessionnelles que non concessionnelles.

Les discussions de Paris ont essentiellement porté sur les orientations stratégiques de l'IDA18, la politique de sortie de l'IDA, et les propositions de réformes financières de l'IDA.

### **Les partenaires soutiennent les orientations stratégiques proposées pour l'IDA18**

Au titre des orientations stratégiques les partenaires de l'IDA ont entériné le thème général proposé pour l'IDA18 intitulé : « Investir dans la croissance, la résilience et les opportunités à l'horizon 2030 ». Ce thème met en exergue le rôle de l'IDA dans le soutien à la réalisation des ODD. Il se décline en cinq (5) thèmes spéciaux, dont les trois premiers poursuivent et approfondissent les efforts entamés dans l'IDA17.

- Le thème spécial sur le 'Développement résilient au climat', en relation avec les ODD 7-13-14-15, reconnaît l'impact croissant du changement climatique sur les résultats du développement. Il relève également la nécessité de renforcer la résilience des pays, notamment les petits États insulaires, pour protéger les acquis du développement durablement acquis.
- Le thème spécial sur l'Égalité des sexes, en relation avec l'ODD 5, reconnaît les progrès significatifs accomplis dans la réduction des écarts entre les sexes dans l'éducation, tout en constatant les efforts restant à accomplir en particulier pour rendre les femmes économiquement autonomes.

- Le thème spécial sur 'Fragilité, conflits et violence - FCV', en relation avec l'ODD 16, reconnaît la FCV et les déplacements forcés de populations comme étant les problèmes les plus urgents à traiter au plans régional et mondial pour lever les obstacles majeurs à la réalisation des ODD.
- Le thème spécial sur la 'Transformation économique et emploi', en relation avec les ODD 1-8-9-10, appelle à la mise en place d'un cadre économique d'ensemble soutenant le potentiel des entreprises et des travailleurs à créer des actifs et à tirer profit des opportunités offertes par le marché. La création d'emplois requiert une approche multidisciplinaire (prenant en compte le genre et la FCV) et multisectorielle (agriculture, informel, et formel). Sous ce thème, il s'agit d'améliorer les infrastructures de connectivité et de renforcer les capacités des individus et des entreprises en vue de réaliser une croissance économique forte et durable. Ce thème évolue du thème spécial de l'IDA17 sur la 'Croissance inclusive', qui a été renforcé en intégrant les recommandations formulées à la revue à mi-parcours pour refléter les problèmes de l'emploi, du développement du secteur privé, des infrastructures, et de la transformation économique dans les thèmes de l'IDA18.
- Le thème spécial sur la 'Gouvernance et renforcement des institutions', en relation avec l'ODD16, met l'accent sur le renforcement des institutions, de la gouvernance, de la stabilité macro-financière et de la capacité à améliorer la mobilisation des ressources intérieures et à lutter contre les flux financiers illicites.

### **De la nécessité de mettre en place un soutien transitionnel pour les pays sortant de l'IDA**

Les partenaires de l'IDA ont examiné la politique d'émancipation ou de sortie de l'IDA et la recommandation à cet effet est relative à la Bolivie, le Sri Lanka et le Vietnam qui devront quitter le giron de l'IDA à la fin du cycle de l'IDA17, en juin 2017.

Concernant le seuil du revenu national par tête au-dessus duquel un pays est qualifié pour sortir de l'IDA, il a été convenu de le maintenir inchangé à son niveau actuel

## Evènements en marge des Réunions de printemps

Plusieurs séminaires et conférences sont organisés notamment par la Région Afrique de la Banque mondiale en marge des réunions de printemps 2016. Ces évènements sont mentionnés dans le programme détaillé inclus dans vos dossiers par le Bureau. Compte tenu de leur importance particulière, nous vous recommandons les sessions ci-dessous.

### Séminaire sur l'état de la Région Afrique

**Lieu** : Bâtiment J de la Banque mondiale à Washington DC, Salle J B1 - 080

**Date et heure** : 16 avril 2016 de 11 h 00 à 12 h 30.

**Objectif** : Ce séminaire fournit l'opportunité d'une réflexion sur les principales tendances qui influencent le développement de l'Afrique. La session de cette année porte essentiellement sur les défis et les opportunités auxquels l'Afrique est confrontée dans un environnement économique mondial fragile et instable. Une attention particulière sera accordée aux conséquences de la dépendance persistante de la région à l'égard du pétrole et d'autres produits de base. Le contexte actuel offre toutefois la possibilité de progresser sur la voie de la diversification et de la transformation économiques dont la région a besoin pour parvenir à une croissance et à un développement durables

### Forum sur les infrastructures

**Lieu** : Bâtiment de la SFI à Washington DC, Salle Auditorium

**Date et heure** : 16 avril 2016 de 10 h 00 à 17 h 00.

**Objectif** : Ce forum organisé par l'ensemble des Banques multilatérales de développement a pour but d'améliorer la coordination entre elles et avec toutes les parties prenantes pour faciliter la réalisation d'infrastructures de qualité, durables, accessibles et résilients

dans les pays en développement à travers un renforcement de l'assistance technique, une utilisation efficiente des ressources publiques et une meilleure mobilisation des investissements privés.

### Former des partenariats pour promouvoir un développement à faible intensité de carbone et à l'épreuve du changement climatique en Afrique

**Lieu** : Bâtiment J de la Banque mondiale à Washington DC, Salle J B1 - 080

**Date et heure** : 15 avril 2016 de 14 h 00 à 15 h 30.

**Objectif** : S'inspirant du succès du lancement du Business plan pour le climat en Afrique à la COP21 de Paris, ce séminaire étudiera les problèmes et les opportunités créés par le changement climatique en Afrique. Les participants discuteront aussi du Business plan visant à soutenir les efforts engagés par l'Afrique pour renforcer, activer et favoriser sa résilience face au changement climatique. La rencontre sera axée sur trois domaines prioritaires — l'agriculture, l'eau et l'énergie — et comprendra un débat sur la mobilisation de financements destinés à soutenir la mise en œuvre du Business plan.

### Vaincre les difficultés, développer la résilience au Sahel

**Lieu** : Bâtiment J de la Banque mondiale à Washington DC, Salle J 1 - 050

**Date et heure** : 14 avril 2016 de 10 h 00 à 11 h 30.

**Objectif** : Ce séminaire se penchera sur l'initiative pour l'irrigation au Sahel sous l'angle d'une démarche stratégique visant à promouvoir un développement accéléré et durable du secteur de l'irrigation dans le Sahel. Sous la forme d'un débat et d'exposés dynamiques, le séminaire examinera la suite donnée aux accords conclus lors du Forum de haut niveau de Dakar, en 2013, afin de développer l'irrigation dans cinq pays du Sahel. Les participants à la rencontre procéderont aussi à un échange de vues sur les travaux réalisés ultérieurement sous la direction d'un groupe de travail régional.

### Programme d'identification en faveur du développement (ID4D)

**Lieu** : Bâtiment Principal de la Banque mondiale à Washington DC, Salle MC2 - 800

**Date et heure** : 13 avril 2016 de 09 h 00 à 11 h 00.

**Objectif** : Une démarche régionale pour l'Afrique étudiera les méthodes de gestion des faits d'état civil, examinera les possibilités d'harmonisation en matière de normes et d'interopérabilité à l'échelle régionale et tirera les enseignements de diverses démarches poursuivies actuellement en dehors de l'Afrique

de 1.215 dollars pour préserver la viabilité financière de l'IDA à long terme. En effet, les estimations de la Banque indiquent qu'une augmentation de ce seuil, telle que proposée lors des discussions antérieures de l'IDA, pourrait retarder la qualification des pays, et de ce fait réduire les reflux de fonds à l'IDA.

Cependant, la réunion a souligné la nécessité de préserver la transparence et l'équité dans l'application des critères de sortie de l'IDA.

La sortie de l'IDA a été reconnue comme une étape importante dans la voie du développement d'un pays. Cependant, compte tenu de l'environnement économique

mondial contraignant, des préoccupations ont été exprimées concernant les vulnérabilités auxquelles les trois pays actuellement visés font face. Il a par conséquent été recommandé l'instauration d'un mécanisme de soutien à ces pays dans une période transitoire avant et après leur sortie de l'IDA, pour

réduire le risque de les voir retomber sous le giron de l'IDA (il est démontré que les pays qui sortent de l'IDA connaissent une baisse drastique de leur niveau de mobilisation des ressources financières). Les participants ont exhorté la Banque mondiale à jouer un rôle plus prononcé dans la coordination avec les partenaires bilatéraux et multilatéraux pour mieux préparer les pays à leur sortie de l'IDA, en vue d'assurer une de transition souple. Par ailleurs, des préoccupations ont également été soulevées au sujet des contraintes fiscales engendrées par la clause de remboursement accéléré de la dette de la Banque mondiale par les pays qui sortent de l'IDA. Il a été recommandé de revoir cette clause en vue de l'assouplir, voire l'éliminer.

### **Accroître l'effet de levier et la capacité financière de l'IDA pour répondre aux besoins croissants des pays**

Les partenaires de l'IDA ont examiné les options de réforme financière de l'IDA (ou IDA+) proposées par la direction pour accroître l'effet de levier et la capacité financière de l'IDA à long terme. Pour contribuer au financement des ODD, il a été noté que des ressources financières conséquentes - tant concessionnels et non concessionnels - devaient être mobilisés, y compris par le biais d'approches novatrices. Les mesures novatrices pour stimuler les ressources de l'IDA ont donc été favorablement accueillies et un soutien a été exprimé pour leur inclusion dans le cadre de financement de l'IDA18. Les participants ont insisté sur la nécessité d'assurer que les principes d'additionnalité et de non substitution sont préservés dans les innovations financières proposées. L'IDA étant la plus importante source de financement pour les pays les plus pauvres et les moins solvables du monde, la réunion a souligné la nécessité d'en renforcer le mécanisme de financement à travers des reconstitutions fortes d'IDA.

En ce qui concerne les options proposées pour accroître l'effet de levier et la capacité financière de l'IDA à long terme, la réunion a encouragé la direction à adopter

une approche graduelle. Celle-ci doit commencer par les efforts pour assurer une forte reconstitution de l'IDA qui répond aux besoins financiers des pays bénéficiaires de l'IDA. Les participants ont souligné l'importance d'adopter une approche prudente et systématique de gestion des risques dans le nouveau model financier pour préserver la viabilité financière de l'IDA à long terme. La nécessité de maintenir l'accent sur la viabilité de la dette et de bonifier les prêts de l'IDA+ pour les pays les plus pauvres ont été également soulignés. Avec les ressources levées sur le marché à travers l'IDA+, l'IDA pourrait élargir la gamme de produits de prêts à ses divers clients. La réunion a insisté sur la nécessité de maintenir les taux d'intérêts des prêts de l'IDA+ à un niveau abordables et viables pour les pays IDA lorsque les taux du marché sont à la hausse.

Sur la base des commentaires reçus d'une agence de notation et du département du risque de la Banque mondiale, de nombreux participants ont soutenu l'introduction, dans le cadre de l'IDA18, de l'option financière de l'IDA+1 (où l'IDA émet directement des emprunts obligataires sur le marché financier) ou une combinaison de l'IDA+1 et l'approche de la garantie (de l'IDA aux prêts octroyés par la BIRD aux pays de l'IDA). D'autres ont indiqué que l'option financière de l'IDA+2, même si elle n'est pas faisable dans l'horizon temporel de l'IDA18, pourrait être considérée à un stade ultérieur (l'option de l'IDA+2 consiste à transférer les actifs de l'IDA dans le bilan de la BIRD et à utiliser la plateforme existante de la BIRD pour lever des ressources sur le marché et les prêter aux pays de l'IDA aux conditions de la BIRD).

Il a été convenu que, pour faciliter toute décision sur le choix des options de l'IDA+, des informations additionnelles seraient nécessaires sur les différentes options, à savoir : les hypothèses financières utilisées, l'évaluation complète des risques, ainsi que l'évaluation complète de la notation de crédit de l'IDA. Il a été demandé à la direction de fournir aux participants les commentaires reçus (de l'agence de notation et du département du risque de la Banque mondiale) et de

# Le Bulletin

**DU BUREAU DE L'ADMINISTRATEUR**

*Rédaction* : Bureau de l'Administrateur (EDS13)

*Edition* : Bureau de l'Administrateur (EDS13)

*Conception* : Will Kemp, Services Généraux, Groupe de la Banque mondiale

*Impression* : Groupe de la Banque mondiale, Washington, D.C.

**Pour toute contribution ou suggestion veuillez contacter**

Abdoul Karim OURO SAMAH,  
aallasan@worldbank.org  
202-458-1158 tél  
202-522-1585 fax

Emile Brillant EKAMBY,  
eekamby@worldbank.org  
202-473-4643 tél  
eds13@worldbank.org

Ce bulletin est aussi disponible sur le site web du Bureau de l'Administrateur, à l'adresse <http://www.worldbank.org/eds13>



